

## **La signification du centrisme contemporain.**

**Par Nicolas Sauger**

**Janvier 2006**

Le relatif succès que connaît aujourd'hui l'UDF s'est organisé autour d'une stratégie politique généralement qualifiée de centriste. Ce qualificatif, disons-le d'emblée, n'est pas nouveau pour l'UDF. Le qualificatif, d'ailleurs, est aussi polysémique que l'UDF est difficile à classer. Il renvoie néanmoins à un certain nombre de transformations effectives que ce parti subit, depuis 1998, tant dans son statut sur la scène électorale française que dans son positionnement et sa stratégie politique à proprement parler. Nous proposons de préciser la nature de ces transformations, au-delà d'une dimension strictement électorale, pour observer finalement dans quelle mesure l'UDF appartient bien toujours au spectre de la droite modérée française.

Le centrisme ne correspond pas ici avant tout à une question de programme politique. De ce point de vue, d'ailleurs, l'UDF se caractérise par une constance certaine, depuis sa fondation en 1978, en raison de son attachement à la triple inspiration libérale, sociale et européenne. Si ces notions étaient regroupées pour former le premier slogan de l'UDF, elles apparaissent encore au cœur de son programme. Il faut reconnaître, néanmoins, une certaine évolution de l'UDF dans son positionnement entre gauche et droite. Une analyse des programmes, menée suivant une analyse thématique des programmes des partis, montre en effet que l'UDF se rapproche du centre de la dimension gauche - droite, arrivant même pratiquement à une position centrale en 2002. Le programme politique de l'UDF enregistre donc un recentrage certain, mais finalement assez parallèle à celui du RPR (plus à gauche d'ailleurs que l'UDF sur la majorité de la période considérée) même si l'UMP s'est repositionnée, notamment depuis 2004, sur une identité de droite plus affirmée.

Dans une définition classique, le terme de stratégie centriste est compris ici comme un refus de la logique majoritaire et bipolaire. Dans le cas de l'UDF, cette stratégie peut être néanmoins considérée comme partielle, ou inaboutie, au

sens où elle ne concerne que la rhétorique utilisée par le parti, et non un ensemble de comportements des membres du parti. En effet, si l'UDF a utilisé sa position de pivot entre droite et gauche en 1999, pour faire élire Anne-Marie Comparini à la tête de la région Rhône-Alpes, cette situation ne s'est jusqu'à présent jamais reproduite. Le contexte, faut-il le rappeler, avait en effet alors joué un rôle déterminant. Cette élection suivait l'invalidation de l'élection de Charles Millon à cette présidence, grâce, à l'époque, aux voix du Front National. La situation de l'UDF aujourd'hui ne correspond donc pas à celle que pouvait avoir une partie du CDS en 1988, quand le groupe UDC avait été créé à l'Assemblée Nationale, dans une perspective d'ouverture vers le gouvernement de gauche. L'UDF, bien entendu, n'est pas seule en cause dans cette situation. Et la raison de l'absence d'ouverture à gauche trouve d'abord ses racines dans le refus réitéré du Parti socialiste d'envisager toute alliance avec l'UDF.

Le centrisme de l'UDF est donc avant tout lié à un style politique adopté par ce parti. La création de l'UMP s'est accompagnée d'une polarisation sensible au sein de la droite modérée, François Bayrou principalement développant une critique de plus en plus radicale d'abord de Jacques Chirac et aujourd'hui de Nicolas Sarkozy. Cette radicalisation des positions de l'UDF s'est illustrée, tout au long de la législature 2002-2007 par un éloignement progressif d'une situation de soutien au gouvernement de la part de l'UDF. Lors du débat sur la motion de censure déposée par des députés socialistes contre le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin quelques semaines avant les élections de 2004, François Bayrou a pu ainsi s'illustrer par la véhémence de ses critiques contre la majorité au pouvoir. Stigmatisant la "faute du gouvernement" sur de multiples sujets, le président de l'UDF pouvait ainsi affirmer plus largement que "le gouvernement, jusqu'à présent, n'a pas réalisé l'équilibre entre réforme, justice et lisibilité". Dans le même temps, l'UDF se refusait néanmoins à voter la censure de ce gouvernement. Cette rhétorique centriste utilisée par l'UDF, plaçant ce parti seul dans la recherche de l'intérêt général parce qu'il est au dessus des clivages partisans, peut être considérée sous certains aspects comme s'apparentant à des formes d'expression contemporaine du populisme dont l'une des caractéristiques serait la dénonciation systématique des partis établis. La dénonciation de l'UMP sous les termes de parti unique peut apparaître de ce point de vue comme symptomatique. Après encore plusieurs abstentions ou votes contre des textes

décisifs (projet de loi budgétaire notamment), le président de l'UDF s'est notamment illustré finalement en mai 2006 par son vote de la motion de censure déposée par le Parti socialiste contre le gouvernement de D. de Villepin. Cette prise de distance s'est également concrétisée par des prises de position différentes par rapport à celles de l'UMP, que ce soit sur les minima sociaux, les intermittents du spectacle ou encore la privatisation de l'entreprise Gaz de France. De manière également frappante, l'entrée en campagne présidentielle de François Bayrou a été marquée par la réitération d'un type de rhétorique "anti-établissement", notamment avec des attaques en règle contre les médias accusés de contribuer à organiser la domination de seulement deux partis sur la scène politique ou avec des attaques sur la moralité de ses concurrents, avec la mise en cause de Nicolas Sarkozy dont "l'intimité avec les puissances de l'argent" était dénoncée lors de l'université d'été 2006 du parti.

L'adoption d'une stratégie centriste par l'UDF découle en grande partie d'une transformation profonde de sa *raison d'être*, ou, en d'autres termes, de son objectif. D'un parti de cadres classique, organisé avant tout comme fédération d'élus, l'UDF s'est transformée progressivement en parti principalement tourné en direction de l'échéance présidentielle. Cette transformation est en réalité progressive durant les années 1990, mais s'accélère à deux reprises lors de défections massives, avec la scission d'Alain Madelin et Démocratie Libérale en 1998 et avec la création de l'UMP en 2002. Ces différents changements sont bien évidemment étroitement reliés les uns aux autres puisque le changement d'objectif du parti crée les tensions qui favorisent les défections et, réciproquement, les défections particulièrement massives mettent encore plus en avant l'objectif présidentiel parce que le réseau d'élus locaux est très affaibli. Les élections locales 2004 mettent particulièrement en valeur cette dynamique. En effet, alors que l'UDF s'attache à être représentée dans l'ensemble des scrutins régionaux, qui ont la plus forte visibilité nationale, le nombre de ses candidats aux élections cantonales est particulièrement faible. L'existence d'un double circuit de représentation, au cœur du dispositif institutionnel de la Cinquième République d'après 1962, semble donc bien poser des problèmes difficiles à résoudre pour les partis de droite tout du moins. En somme, le centrisme de l'UDF est aujourd'hui d'abord une stratégie politique aux débouchés incertains dans le cadre institutionnel fixé par la Cinquième République.